

2° pour chaque exercice jusqu'à l'exercice se terminant le 31 décembre 2005, les dividendes attribués en rémunération d'actions privilégiées émises dans le cadre du financement des investissements nécessaires à la réalisation du projet TGV, tel que prévu au plan décennal d'investissement 1996-2005 de la S.N.C.B. approuvé par le Conseil des Ministres le 5 juillet 1996.

Art. 2. Les prélèvements visés à l'article 1^{er}, 1°, sont comptabilisés à la rubrique I.D du compte de résultats de la S.N.C.B. et ceux visés à l'article 1^{er}, 2°, à la rubrique XIII.B.1 du même compte.

Art. 3. Les prélèvements visés à l'article 1^{er} sont approuvés par le conseil d'administration de la S.N.C.B. sur base d'une attestation du collège des commissaires confirmant le respect des conditions du présent arrêté.

Art. 4. L'article 4 des statuts de la S.N.C.B. est complété comme suit:

« 5° à partir de l'exercice social 1996, des sommes versées à la Société par le Ministère des Communications et de l'Infrastructure pour le financement des investissements visés à l'article 56, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, étant entendu que cette partie du capital est réduite à concurrence des prélèvements éventuels effectués conformément à l'arrêté royal du 24 décembre 1996 portant exécution de l'article 56 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses. Des actions ordinaires d'une valeur nominale de cent vingt-cinq (125) francs sont émises en faveur de l'Etat à concurrence des sommes versées par celui-ci. A l'issue de l'assemblée générale ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice, ces actions sont regroupées en un nombre de titres correspondant à la partie du capital qu'elles représentent compte tenu des versements et prélèvements susvisés qui ont été effectués au cours de l'exercice en cause. »

Art. 5. Le présent produit ses effets le 21 décembre 1996.

Art. 6. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

2° voor elk boekjaar tot het boekjaar eindigend op 31 december 2005, de dividenden toegekend ter vergoeding van preferente aandelen uitgegeven in het kader van de financiering van de investeringen noodzakelijk voor de realisatie van het HST-project, zoals voorzien in het tienjaren-investeringsplan 1996-2005 van de N.M.B.S. dat op 5 juli 1996 door de Ministerraad werd goedgekeurd.

Art. 2. De onttrekkingen bedoeld in artikel 1, 1°, worden opgenomen onder post I.D van de resultatenrekening van de N.M.B.S., en deze bedoeld in artikel 1, 2°, onder post XIII.B.1 van dezelfde rekening.

Art. 3. De in artikel 1 bedoelde onttrekkingen worden goedgekeurd door de raad van bestuur van de N.M.B.S. op basis van een attest van het college van commissarissen dat bevestigt dat aan de voorwaarden van dit besluit is voldaan.

Art. 4. Artikel 4 van de statuten van de N.M.B.S. wordt aangevuld als volgt :

« 5° vanaf het boekjaar 1996, de bedragen aan de Maatschappij gestort door het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur voor de financiering van de investeringen bedoeld in artikel 56, eerste lid, van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, met dien verstande dat dit deel van het kapitaal wordt verminderd ten belope van de eventuele onttrekkingen verricht overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 december 1996 tot uitvoering van artikel 56 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen. Gewone aandelen met een nominale waarde van honderd vijftieng (125) frank worden uitgegeven ten gunste van de Staat en ten belope van de door hem gestorte bedragen. Na afloop van de algemene vergadering die de jaarrekening voor het boekjaar heeft goedgekeurd, worden deze aandelen gehergroepeerd in een aantal effecten overeenstemmende met het deel van het kapitaal dat zij vertegenwoordigen rekening gehouden met de hierboven bedoelde stortingen en onttrekkingen die in de loop van het betrokken boekjaar zijn verricht. »

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 21 december 1996.

Art. 6. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

F. 97 - 214

[C - 97/11023]

13 JANVIER 1997

**Arrêté royal relatif à la composition
et au fonctionnement de la commission entreprises publiques**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'art. 31, § 8, et l'art. 49, § 3, alinéa 1^{er} ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Télécommunications et de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. - *Nomination des membres
représentant les entreprises autonomes*

Article 1^{er}. Tous les six ans et pour la première fois au cours du mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le Conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome adresse au Premier Ministre, par lettre recommandée à La Poste, les listes de candidats à la fonction de membre effectif et suppléant de la commission entreprises publiques prévues à l'article 31, § 6, alinéas 2 et 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, dénommée ci-après 'la loi'.

N. 97 - 214

[C - 97/11023]

13 JANUARI 1997

**Koninklijk besluit betreffende de samenstelling
en de werking van het comité overheidsbedrijven**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 31, § 8 en artikel 49, § 3, 1ste lid ;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister, van Onze Minister van Telecommunicatie en van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. - *Benoeming van de leden
die de autonome bedrijven vertegenwoordigen.*

Artikel 1. Om de zes jaar en voor de eerste maal in de loop van de eerste maand die volgt op de inwerkingtreding van dit besluit, stuurt de Raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf aan de Eerste Minister met een bij ter Post aangezekend schrijven de lijsten van de kandidaten voor het ambt van werkend en van plaatsvervangend lid van het comité overheidsbedrijven bepaald in artikel 31, § 6, leden 2 en 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, hierna genoemd 'de wet'.

Art. 2. § 1^{er}. Les membres effectifs et les membres suppléants, visés à l'alinéa 1^{er}, sont nommés pour une période renouvelable de six ans.

Le mandat de membre effectif ou de membre suppléant prend fin :

- 1° lorsque la durée du mandat est terminée;
- 2° en cas de démission;
- 3° lorsque le conseil d'administration qui l'a proposé fait une demande motivée en vue de son remplacement.
- 4° en cas de décès.

Il est pourvu au remplacement de chaque membre dont le mandat a pris fin avant la durée normale.

Dans ce cas, le nouveau membre termine le mandat du membre qu'il remplace.

A cette fin, le Conseil d'administration de l'entreprise autonome concernée propose, dans les trois mois, un autre membre effectif ou un autre membre suppléant.

§ 2. Les membres restent en fonction jusqu'à la désignation de leurs successeurs.

CHAPITRE II. - Nomination des membres représentant les organisations syndicales représentatives

Art. 3. § 1^{er}. Il est créé une commission chargée de déterminer les organisations syndicales qui, satisfaisant aux conditions prévues par l'article 31, § 6, alinéa 5, de la loi, doivent être considérées comme représentatives, ainsi que le nombre de membres que chaque organisation syndicale représentative a le droit de proposer pour siéger à la commission entreprises publiques.

§ 2. La commission est composée de trois membres, magistrats de l'Ordre judiciaire, nommés par Nous, sur la proposition conjointe des Ministres dont relèvent les entreprises publiques autonomes.

§ 3. Le président doit justifier de la connaissance du français et du néerlandais. Les autres membres doivent justifier par leur diplôme qu'ils ont subi les examens du doctorat ou de la licence en droit, l'un en langue française, l'autre en langue néerlandaise.

§ 4. La commission établit son règlement d'ordre intérieur. Elle délibère valablement lorsque deux membres sont présents. Elle décide à l'unanimité.

§ 5. Les frais de fonctionnement de la commission sont à charge de la commission entreprises publiques.

Les membres de la commission bénéficient de la réglementation applicable au personnel des ministères fédéraux en matière de frais de parcours et de séjour. Ils sont, pour son application, assimilés aux fonctionnaires des rangs 15 à 17.

Art. 4. Dans le mois qui suit la répartition des sièges résultant du renouvellement de la commission paritaire nationale visée par l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges, le président du Conseil d'administration de la SNCB communiqué, par lettre recommandée, au président de la commission visée à l'art. 3, le nom des organisations syndicales représentatives au sens du statut syndical de la société, et pour chacune d'elles, le nombre d'affiliés cotisants sur la base duquel la répartition des sièges a eu à l'occasion de ce renouvellement.

Art. 5. Dans le mois qui suit la répartition des sièges résultant du renouvellement des commissions paritaires des entreprises publiques autonomes autres que la Société nationale des chemins de fer belges, le président de la commission visée à l'art. 14, § 1^{er} de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, communiqué au président de la commission visée à l'art. 3, pour chacune de ces entreprises la dénomination des organisations syndicales considérées comme représentatives conformément à l'article 30, § 5, de la loi, ainsi que le nombre d'affiliés cotisants pris, pour chacune d'elles, en considération en vue de la répartition des sièges au sein de la commission paritaire de l'entreprise.

Art. 6. Dans le mois qui suit le renouvellement des commissions paritaires des entreprises visées aux articles 4 et 5, le président de la commission visée à l'art. 3 invite, par lettre recommandée, le président du conseil d'administration de chacune de ces entreprises à lui communiquer l'effectif total du personnel de son entreprise au 1^{er} janvier de l'année dudit renouvellement.

Le président fournit les données demandées dans les huit jours de la réception de la lettre visée à l'alinéa précédent.

Art. 2. § 1. - De werkende en plaatsvervangende leden, bedoeld in het eerste lid, worden benoemd voor een verlengbare periode van zes jaar.

Het mandaat van werkend of plaatsvervangend lid eindigt :

- 1° wanneer de duur van het mandaat is verstreken;
- 2° in geval van ontslagneming;
- 3° wanneer de raad van bestuur die het heeft voorgedragen een met redenen omkleed verzoek voor zijn vervanging indient;
- 4° in geval van overlijden.

Er wordt voorzien in de vervanging van elk lid waarvan het mandaat een einde heeft genomen vóór het normaal verstreken is.

In dat geval voltooit het nieuwe lid het mandaat van het lid dat het vervangt.

Daartoe stelt de raad van bestuur van het betrokken autonoom bedrijf binnen de drie maanden een ander werkend lid of een ander plaatsvervangend lid voor.

§ 2. - De leden blijven in functie tot hun opvolgers zijn aangesteld.

HOOFDSTUK II. - Benoeming van de leden die de representatieve vakorganisaties vertegenwoordigen

Art. 3. § 1. Een commissie wordt opgericht, die belast is met het bepalen van de vakorganisaties die, omdat zij voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 31, § 6, 5e lid van de wet, als representatief moeten beschouwd worden alsmede van het aantal leden dat elke representatieve vakorganisatie mag voordragen om zitting te nemen in het comité overheidsbedrijven.

§ 2. De commissie bestaat uit drie leden, magistraten van de rechterlijke macht, door Ons benoemd, op de gezamenlijke voordracht van de Ministers die de bevoegdheid hebben over de autonome overheidsbedrijven.

§ 3. De voorzitter moet doen blijken van de kennis van het Frans en het Nederlands. De andere leden moeten door hun diploma bewijzen dat zij de examens van het doctoraat of het licentiaat in de rechten hebben afgelegd, de ene in het Frans, de andere in het Nederlands.

§ 4. De commissie legt haar huishoudelijk reglement vast. Zij overlegt rechtsgeldig wanneer twee leden aanwezig zijn. Zij beslist bij eenparigheid van stemmen.

§ 5. De werkingskosten van de commissie vallen ten laste van het comité overheidsbedrijven.

De leden van de commissie genieten van de regeling die van toepassing is op het personeel van de Federale ministeries inzake verplaatsings- en verblijfskosten. Voor de toepassing ervan worden zij gelijkgesteld met de ambtenaren van de rangen 15 tot 17.

Art. 4. Binnen de maand die volgt op de zetelverdeling naar aanleiding van de vernieuwing van de nationale paritaire commissie bedoeld in artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 die de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen opricht, deelt de voorzitter van de raad van bestuur van de NMBS, bij aangetekende brief, aan de voorzitter van de commissie bedoeld in art. 3, de naam mee van de representatieve vakorganisaties in de zin van het vakbondsstatuut van het bedrijf, en voor elk van hen, het aantal bijdrageplichtige leden op basis waarvan de zetelverdeling heeft plaatsgehad ter gelegenheid van voornoemde hernieuwing.

Art. 5. Binnen de maand die volgt op de zetelverdeling naar aanleiding van de vernieuwing van de paritaire comités van de autonome overheidsbedrijven, andere dan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, deelt de voorzitter van de commissie bedoeld in art. 14, § 1, van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de Overheid en de vakbonden van haar personeel, aan de voorzitter van de commissie, bedoeld in artikel 3, voor elk van deze bedrijven, de benaming mee van de vakorganisaties die als representatief beschouwd worden, overeenkomstig artikel 30, § 5, van de wet, alsook het aantal bijdrageplichtige leden dat voor elk ervan in aanmerking is genomen met het oog op de zetelverdeling in het paritaire comité van het bedrijf.

Art. 6. Binnen de maand die volgt op de vernieuwing van de paritaire comités van de bedrijven bedoeld in de artikelen 4 en 5, nodigt de voorzitter van de commissie bedoeld in art. 3, bij aangetekende brief, de voorzitter van de raad van bestuur van elk van deze bedrijven uit, hem het totale personeelsbestand van zijn bedrijf op 1 januari van het jaar van de voornoemde vernieuwing mee te delen.

De voorzitter verschafft de gevraagde gegevens binnen de acht dagen na ontvangst van de brief bedoeld in het vorige lid.

Art. 7. § 1^{er}. Pour chaque organisation syndicale dont le nom lui a été communiqué en application des articles 4 et 5, la commission visée à l'article 3 vérifie si elle répond aux conditions posées par l'article 31, § 6, alinéa 5, de la loi.

Le cas échéant, le président demande, par lettre recommandée à la poste, aux organes dirigeants de l'organisation syndicale de lui communiquer tout élément probant nécessaire à la vérification; dans les huit jours de la réception de cette lettre, le ou les éléments demandés sont communiqués au président; à défaut, l'organisation syndicale est présumée ne pas satisfaire auxdites conditions.

§ 2. En vue de la répartition des mandats visés à l'article 31, § 6, alinéa 3, de la loi entre les organisations syndicales représentatives, la commission visée à l'article 3 fixe un diviseur en divisant par neuf le total des affiliés cotisants de toutes les organisations syndicales représentatives.

Elle divise ensuite par ce diviseur le nombre d'affiliés cotisants de chaque organisation syndicale représentative. Le nombre d'unités que contient le quotient ainsi obtenu indique le nombre de mandats auquel a droit chaque organisation syndicale représentative au sein de la commission entreprises publiques.

Si ce calcul attribue un nombre inférieur au nombre de mandats visés à l'art. 31, § 6, al. 3 de la loi du 21 mars 1991, le nombre de mandats restants est réparti selon l'ordre décroissant de la hauteur des restes des divisions visées à l'alinéa 2.

Art. 8. Dans les huit jours qui suivent la clôture des opérations de comptage visées à l'art. 7, le président de la commission visé à l'art. 3 communique aux Ministres dont relèvent les entreprises publiques autonomes le nombre de membres de la commission entreprises publiques auquel a droit chaque organisation syndicale représentative.

Art. 9. Dans les huit jours qui suivent la réception de la communication visée à l'art. 8, les Ministres dont relèvent les entreprises publiques autonomes adressent, par lettre recommandée à la poste, à chaque organisation syndicale représentative le nombre de membres effectifs et de membres suppléants de la commission auquel elle a droit.

Art. 10. Dans les huit jours qui suivent la réception des lettres recommandées visées à l'article 9, les organisations syndicales représentatives communiquent aux ministres dont relèvent les entreprises publiques autonomes les noms des membres effectifs et suppléants qu'elles proposent à la nomination, chacune en ce qui la concerne.

Art. 11. Dès réception de la proposition visée à l'art. 10, les Ministres dont relèvent les entreprises publiques autonomes procèdent à la nomination des représentants des organisations syndicales représentatives.

§ 1^{er}. Les membres effectifs et les membres suppléants de la commission, visés à l'alinéa 1^{er}, sont nommés pour une période renouvelable de six ans. Les membres restent en fonction jusqu'à la désignation de leurs successeurs. Cette période coïncide avec la période de nomination des membres visés au chapitre 1^{er}.

§ 2. Le mandat de membre effectif ou de membre suppléant, visé à l'alinéa 1^{er}, prend fin :

- 1° lorsque la durée du mandat est terminée;
- 2° en cas de démission;
- 3° lorsque l'organisation syndicale représentative qui l'a proposé demande son remplacement;
- 4° lorsque l'intéressé ne fait plus partie de l'organisation qui l'a proposé;
- 5° en cas de décès.

Dans les trois mois, il est pourvu au remplacement de chaque membre dont le mandat a pris fin avant la durée normale.

A cette fin, l'organisation syndicale qui a proposé le membre à remplacer propose, dans les trois mois de la vacance, un autre membre effectif ou suppléant, selon le cas.

Dans ce cas, le nouveau membre termine le mandat du membre qu'il remplace.

Art. 7. § 1 - Voor elke vakorganisatie waarvan de naam haar werd meegedeeld in toepassing van artikelen 4 en 5, gaat de in artikel 3 genoemde commissie na of zij voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 31, § 6, 5de lid, van de wet.

Desgevallend vraagt de voorzitter, bij ter post aangetekende brief, aan de leidinggevende organen van de vakorganisatie hem elk bewijskrachtig element mee te delen dat noodzakelijk is voor de controle; binnen de acht dagen na ontvangst van deze brief worden het (of de) element(en) meegedeeld aan de voorzitter; bij gebrek eraan wordt de vakorganisatie verondersteld niet aan de bedoelde eisen te voldoen.

§ 2. Met het oog op de verdeling van de mandaten bedoeld in artikel 31, § 6, 3de lid, van de wet, onder de representatieve vakorganisaties, bepaalt de in artikel 3 genoemde commissie een deeler door het totale aantal bijdrageplichtige leden van elke representatieve vakorganisatie door negen te delen.

Zij deelt vervolgens het aantal bijdrageplichtige leden van elke representatieve vakorganisatie door deze deeler. Het aantal eenheden dat het op deze manier verkregen quotiënt bevat, geeft het aantal mandaten weer waarop elke representatieve vakorganisatie recht heeft in het comité overheidsbedrijven.

Indien deze berekening een kleiner aantal mandaten toekent dan het aantal bedoeld in art. 31, § 6, derde lid van de wet van 21 maart 1991, dan wordt het aantal overblijvende mandaten verdeeld volgens afnemende waarde van de grootte van de resten van de delingen bedoeld in het tweede lid.

Art. 8. Binnen de acht dagen die volgen op de afsluiting van de teloperaties bedoeld in art. 7, deelt de voorzitter van de commissie bedoeld in art. 3 aan de Ministers die de autonome overheidsbedrijven onder hun bevoegdheid hebben het aantal leden van het comité overheidsbedrijven waarop elke representatieve vakorganisatie recht heeft mee.

Art. 9. Binnen acht dagen na ontvangst van de mededeling genoemd in artikel 8, stellen de ministers bevoegd voor de autonome overheidsbedrijven bij een ter post aangetekende brief elke representatieve vakorganisatie in kennis van het aantal werkende leden en het aantal plaatsvervangende leden waarop zij recht heeft.

Art. 10. Binnen de acht dagen na ontvangst van de aangetekende brieven bedoeld in artikel 9, delen de representatieve vakorganisaties, ieder wat haar betreft, aan de Ministers bevoegd voor de autonome overheidsbedrijven, de namen mee van de werkende en van de plaatsvervangende leden die zij ter benoeming voordragen.

Art. 11. Zodra zij de in artikel 10 bedoelde voordracht hebben ontvangen gaan de Ministers onder wie de autonome overheidsbedrijven ressorteren over tot de benoeming van de vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties.

§ 1. De werkende en plaatsvervangende leden van het comité, bedoeld in het eerste lid, worden benoemd voor een hernieuwbare periode van zes jaar. De leden blijven in functie tot hun opvolgers zijn aangesteld. Deze periode valt samen met de periode van benoeming van de leden bedoeld in hoofdstuk I.

§ 2. Het mandaat van werkend of plaatsvervangend lid, bedoeld in het eerste lid, eindigt :

- 1° wanneer de duur van het mandaat is verstreken;
- 2° in geval van ontslagneming;
- 3° wanneer de representatieve vakorganisatie die het heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt;
- 4° wanneer de betrokkene geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem heeft voorgedragen;
- 5° in geval van overlijden.

Binnen drie maanden wordt voorzien in de vervanging van elk lid wiens mandaat een einde heeft genomen vóór het normaal verstreken is.

Daartoe draagt de vakorganisatie die het te vervangen lid heeft voorgedragen, binnen drie maanden vanaf het vacant worden van het mandaat naargelang van het geval een ander werkend of plaatsvervangend lid voor.

In dat geval voltooit het nieuwe lid het mandaat van het lid dat het vervangt.

CHAPITRE III. - *Fonctionnement de la commission*

Art. 12. La commission se réunit à l'initiative du président, à la demande de la majorité des membres effectifs de la commission visés à l'art. 2 ou à la demande d'une organisation syndicale représentative.

Cette demande mentionne les points que ces membres ou l'organisation syndicale représentative désirent voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative.

Art. 13. Le président fixe la date de la réunion et en arrête l'ordre du jour. Il assure le suivi des décisions et avis prévus à l'art. 31, §§ 2 à 4, de la loi du 21 mars 1991.

Il peut prendre toutes mesures nécessaires au bon fonctionnement de la commission.

Art. 14. Le président représente la commission dans ses relations avec les tiers.

Art. 15. Les membres de la commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques. Leur nombre est toutefois limité à deux par entreprise publique représentée ou organisation syndicale représentée.

Art. 16. En cas d'empêchement du président, ses attributions sont exercées par le membre de la commission que celle-ci désigne et, à défaut d'une telle désignation, par le membre le plus ancien et, en cas d'ancienneté identique, par le plus âgé.

Art. 17. La commission établit, dans son règlement d'ordre intérieur, les modalités de son fonctionnement.

Art. 18. Les Ministres dont relèvent les entreprises publiques autonomes approuvent le budget annuel établi par la commission et fixent la part contributive de chaque entreprise publique autonome dans les frais d'installation et de fonctionnement de la commission.

CHAPITRE IV. - *Dispositions finales et transitoires.*

Art. 19. En exécution de l'article 49, § 3, alinéa 1^{er}, la première des périodes de six ans visées à l'article 30, § 5, de la loi prend cours le 1^{er} décembre 1996.

Art. 20. L'arrêté royal du 12 août 1993 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission entreprises publiques, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995, est abrogé.

Art. 21. Les membres de la commission entreprises publiques désignés en vertu de l'arrêté royal du 12 août 1993 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission entreprises publiques siègent valablement jusqu'au jour où les membres désignés en vertu du présent arrêté entrent en fonction.

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 1996.

Art. 23. Notre Premier Ministre, Notre Ministre des Télécommunications et Notre Ministre des Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 janvier 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Télécommunications,
E. DI RUPO

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

HOOFDSTUK III. - *Werking van het comité*

Art. 12. Het comité vergadert op initiatief van de voorzitter, op verzoek van de meerderheid van de werkende leden van het comité bedoeld in art. 2 of op verzoek van een representatieve vakorganisatie.

Dit verzoek maakt melding van de punten die deze leden of de representatieve vakorganisatie op de agenda wensen te plaatsen en is vergezeld van een toelichting.

Art. 13. De voorzitter stelt de datum van de vergadering vast en bepaalt de agenda ervan. Hij zorgt voor de voortgang van de beslissingen en adviezen bepaald in art. 31, §§ 2 tot 4, van de wet van 21 maart 1991.

Hij kan alle maatregelen treffen die nodig zijn voor de goede werking van het comité.

Art. 14. De voorzitter vertegenwoordigt het comité in zijn betrekkingen met derden.

Art. 15. De leden van het comité mogen zich laten bijstaan door technische raadgevers. Hun aantal is evenwel beperkt tot twee per vertegenwoordigd overheidsbedrijf of vertegenwoordigde vakorganisatie.

Art. 16. Wanneer de voorzitter verhinderd is, worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door een door het comité aangewezen lid en bij gebrek aan een dergelijke aanwijzing, door het lid met de hoogste anciënniteit en, in geval van gelijke anciënniteit door het oudste lid.

Art. 17. Het comité stelt in zijn huishoudelijk reglement de modaliteiten van zijn werking op.

Art. 18. De Ministers onder wie de autonome overheidsbedrijven ressorteren keuren de jaarlijkse begroting goed die door het comité wordt opgesteld en stellen de hoogte van de bijdrage vast die elk autonoom overheidsbedrijf in de installatie- en werkingskosten van het comité moet dragen.

HOOFDSTUK IV. - *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 19. In uitvoering van artikel 49, § 3, eerste lid, vangt de eerste van de periodes van zes jaar bedoeld in artikel 30, § 5, van de wet, aan op 1 december 1996.

Art. 20. Het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende de samenstelling en de werking van het comité overheidsbedrijven, gewijzigd bij koninklijk besluit van 10 april 1995, wordt opgeheven.

Art. 21. De leden van het comité overheidsbedrijven die aangewezen zijn krachtens het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende de samenstelling en de werking van het comité overheidsbedrijven zetelen rechtsgeldig tot op de dag dat de leden die krachtens het onderhavige besluit aangewezen zijn, hun functie opnemen.

Art. 22. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1996.

Art. 23. Onze Eerste Minister, Onze Minister van Telecommunicatie en Onze Minister van Vervoer zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 januari 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Telecommunicatie,
E. DI RUPO

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN